

Département de l'Aisne

# Communauté de Communes Retz-en-Valois

## ÉLABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

### DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

#### Pièces administratives

Du mercredi 8 mars 2023 à 9h au vendredi 7 avril à 12h



## Composition du dossier

- Textes régissant l'enquête publique
- Note de présentation
- Engagement de la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal
- Débat sur les orientations du Règlement Local de Publicité intercommunal
- Arrêt du Règlement Local de Publicité intercommunal et bilan de la concertation
- Prescription de l'ouverture de l'enquête publique
- Avis des communes
- Avis des Personnes Publiques Associées et de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites

## **Textes régissant l'enquête publique**

L'enquête publique est encadrée par le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-18 et R. 123-1 à R. 123-27 mais aussi par le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-19 et L. 153-20 ainsi que R. 153-8 à R. 153-10.

La procédure d'enquête publique s'insère dans la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal de la Communauté de Communes Retz-en-Valois, qui, conformément l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement, suit la même procédure que les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

L'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal a été initiée par délibération n° 174/20 du Conseil Communautaire en date du 11 décembre 2020.

A la demande des services de l'État, cette délibération a fait l'objet d'une délibération complémentaire, n°104/21, lors du Conseil Communautaire du 24 septembre 2021.

Durant l'écriture du projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal, une phase de concertation a permis à la collectivité de prendre en compte certaines remarques formulées par le public, les personnes publiques associées ou les personnes concernées afin de faire évoluer ledit projet.

Le projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal a ensuite été arrêté par délibération n°74/22 du Conseil Communautaire en date 1<sup>er</sup> juillet 2022 puis transmis pour avis :

- Aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme ;
- Aux communes limitrophes qui ont demandées à être consultées ;
- Aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés qui ont demandé à être consultés ;
- À la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites conformément à l'article L. 581-14-1 alinéa 3 du Code de l'Environnement.

Il convient désormais de soumettre ce projet à enquête publique tel que le prévoit l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement.

A l'issue de l'enquête publique, le projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur - sous réserve que l'économie générale du Règlement Local de Publicité intercommunal ne soit pas remise en cause - sera approuvé par le Conseil Communautaire à la majorité des suffrages exprimés.

Le Règlement Local de Publicité intercommunal, une fois approuvé, sera annexé au Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Communauté de Communes Retz-en-Valois, conformément à l'article L. 581-14-1 alinéa 5 du Code de l'Environnement.

## **Note de présentation**

### **a) Coordonnées de l'autorité compétente**

L'autorité compétente responsable du RLPi est la Communauté de Communes Retz-en-Valois, représentée par son Président Alexandre DE MONTESQUIOU.

Communauté de communes Retz en Valois  
9 rue Marx Dormoy  
02600 Villers-Cotterêts.

### **b) Objet de l'enquête publique**

La présente enquête publique a pour objet de répondre aux exigences du Code de l'environnement et du Code de l'urbanisme dans le cadre de la procédure d'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal.

Comme indiqué à l'article L 581-14-1 du Code de l'environnement, le Règlement Local de Publicité est élaboré conformément à la procédure d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme définie au titre V du livre Ier du Code de l'urbanisme.

Cette procédure impose l'organisation d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement (article L 153-20 du Code de l'urbanisme).

L'enquête publique permet « d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision » (article L123-1 du Code de l'environnement).

Suite à l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête publique (les avis des Personnes publiques associées), des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la Communauté de Communes Retz-en-Valois, après une présentation en Conférence intercommunale des maires des avis, dossier d'enquête publique, observations du public et rapport de la commission d'enquête mentionnés ci-dessus.

### **c) Présentation non-technique relative au projet de RLPi**

La Communauté de Communes Retz-en-Valois a souhaité réglementer l'ensemble de la publicité extérieure (publicité, préenseigne et enseigne) afin d'assurer la préservation de son patrimoine naturel, bâti et architectural.

Par une délibération en date du 11 décembre 2020, la Communauté de Communes Retz-en-Valois a fixé les objectifs suivants pour préserver son territoire :

1. De maintenir une réglementation locale en matière de publicité extérieure sur la commune de Villers-Cotterêts ;
2. D'étudier l'opportunité d'instaurer des règles différentes de la réglementation nationale en matière de publicités pour d'autres communes de la CCRV.

Ces objectifs ont été complétés par une délibération en date du 24 septembre 2021, qui fixe les objectifs suivants :

1. Tenir compte des évolutions législatives et réglementaires relatives à la réglementation de la publicité extérieure ;
2. Protéger le patrimoine naturel et bâti de l'intercommunalité et notamment les sites patrimoniaux remarquables de la Ferté-Milon et d'Oigny-en-Valois ou encore le centre historique de Villers-Cotterêts ;
3. Limiter l'impact des dispositifs publicitaires notamment sur la commune de Villers-Cotterêts ;
4. Harmoniser autant que possible les règles applicables aux enseignes entre Villers-Cotterêts et les 53 autres communes de la Communauté de Communes pour un traitement cohérent des enseignes à l'échelle intercommunale ;
5. Préserver le territoire de la pollution lumineuse en prescrivant des mesures en faveur de l'extinction nocturne des dispositifs lumineux ;
6. Tenir compte des nouveaux dispositifs (nouvelles technologies de communication, etc.).

Afin de remplir ces objectifs, la Communauté de Communes Retz-en-Valois a retenu les orientations suivantes :

**Orientation n°1 :** Déroger à l'interdiction de publicité notamment dans les SPR de la Ferté-Milon, d'Oigny-en-Valois et les périmètres des monuments historiques de Villers-Cotterêts et de Vic-sur-Aisne pour permettre l'installation de publicité sur mobilier urbain de manière limitative ;

**Orientation n°2 :** Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants, encadrer les publicités et préenseignes sur mur ou clôture notamment en mettant en place une règle de densité pour limiter l'impact de ces supports et éviter les phénomènes de doublons ;

**Orientation n°3 :** Harmoniser, lorsque c'est possible, les formats des publicités apposées sur mur ou clôture et des publicités apposées sur mobilier urbain entre Villers-Cotterêts et les 53 autres villes de la Communauté de Communes ;

**Orientation n°4 :** Limiter l'impact des publicités et préenseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol en fixant un cadre spécifique (hauteur, surface, densité, etc.) lorsqu'elles seront autorisées ;

**Orientation n°5 :** Encadrer les dispositifs lumineux (notamment les dispositifs numériques) et instituer une plage d'extinction nocturne adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes ;

**Orientation n°6 :** Éviter l'implantation de certaines enseignes peu qualitatives pour l'image du territoire comme par exemple les enseignes sur les arbres, sur les balcons, etc. ;

**Orientation n°7 :** Encadrer les enseignes parallèles et perpendiculaires pour améliorer ou préserver la qualité de ces enseignes notamment dans les espaces patrimoniaux (Sites Patrimoniaux Remarquables, centre historique de Villers-Cotterêts, etc.) ;

**Orientation n°8 :** Limiter la place des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol en les encadrant lorsqu'elles sont inférieures ou égales à 1 mètre carré et en harmonisant autant que possible leur format à l'échelle intercommunale lorsqu'elles dépassent 1 mètre carré (hauteur au sol, surface, largeur, etc.) ;

**Orientation n°9 :** Encadrer les enseignes sur clôture ne faisant pas l'objet de règles spécifiques dans le Code de l'environnement.

Les caractéristiques principales du projet sont les suivantes.

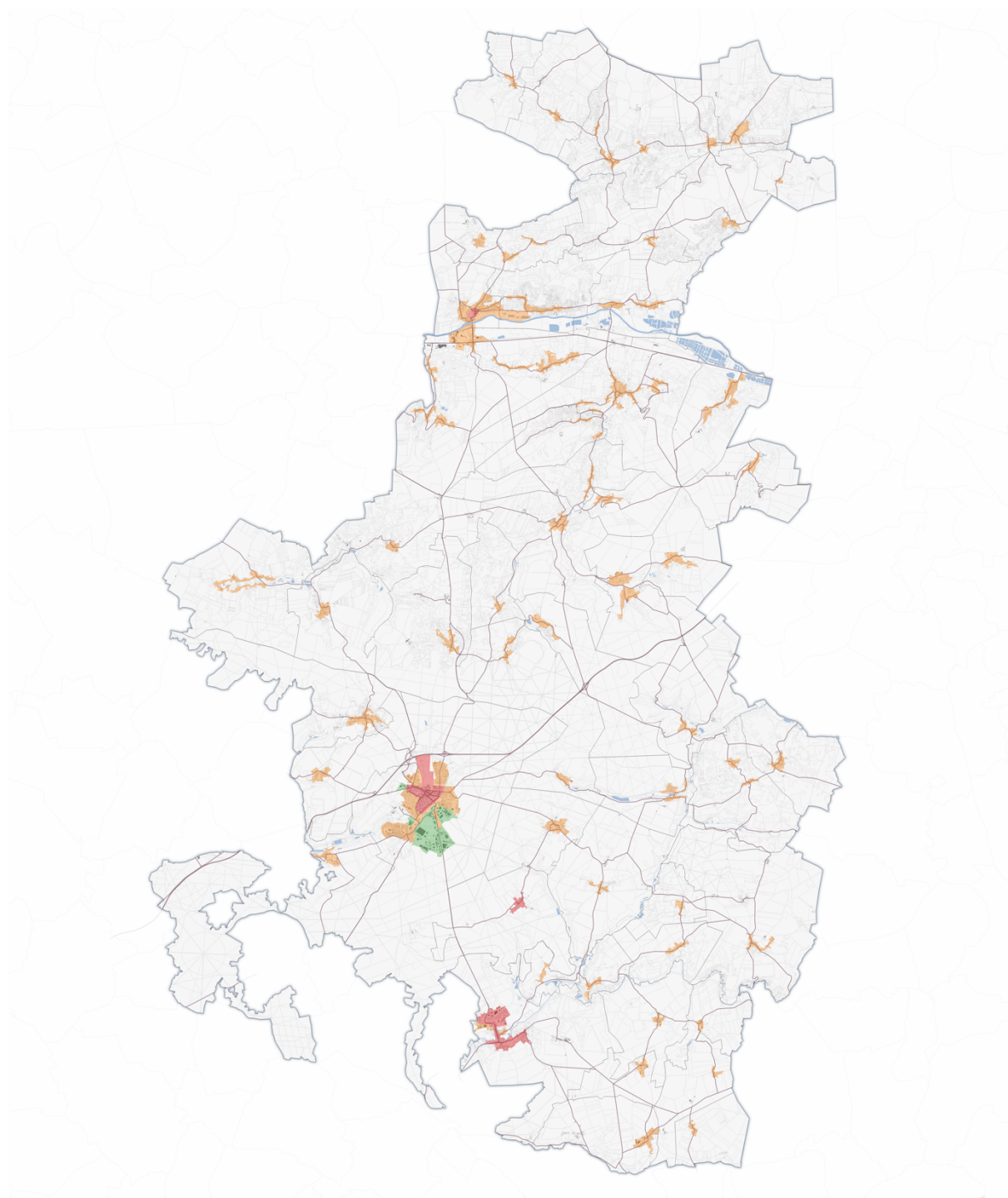
**En matière de zonage :**

Le choix a été fait de mettre en place un zonage simple et en cohérence avec les caractéristiques et problématiques du territoire de la Communauté de Communes Retz-en-Valois. Ainsi, les zones de publicités sont définies de la manière suivante :

- La zone de publicité n°1 (ZP1) couvre les sites patrimoniaux remarquables et les centres-anciens de Vic-sur-Aisne et Villers-Cotterêts ;
- La zone de publicité n°2 (ZP2) couvre l'agglomération en dehors des ZP1 et ZP3 ;
- La zone de publicité n°3 (ZP3) couvre les espaces d'activités de Villers-Cotterêts.

Les secteurs situés en dehors des 3 zones de publicités définies ci-dessus, sont considérés comme étant hors agglomération. C'est-à-dire que les publicités et les préenseignes y sont interdites, sauf exception.

# Plan de zonage du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) de Retz-en-Valois.



## Légende

- ZP1 : Sites patrimoniaux remarquables et centres-anciens de Vic-sur-Aisne et Villers-Cotterêts
- ZP2 : Agglomération en dehors de la ZP1 et ZP3
- ZP3 : Espaces d'activités de Villers-Cotterêts

- Voirie principale
- Bâti
- Parcelle
- Limite communale
- Cours d'eau/mares

0 2,5 5 km

Sources :  
 Zonage : Communauté de Communes de Retz-en-Valois - bureau d'étude G&Pub Conseil  
 Parcelles, bâti, commune : Parcellaire Express (PCI) Etats - lieu du plan cadastral informatisé en mode vectoriel (PCI Vecteur) fourni par la DGF  
 Axes routiers : © IGN, 2021-12-13 - BD TOPO - tronçon route  
 Cours d'eau, mares : Communauté de Communes de Retz-en-Valois

Rédaction :  
 Bureau d'étude G&Pub Conseil, 07/2022

### **En matière de publicité et préenseigne :**

**En ZP1 (Sites Patrimoniaux Remarquables et centres-anciens de Vic-sur-Aisne et Villers-Cotterêts),** la collectivité a souhaité déroger à l'interdiction relative de publicité en autorisant uniquement la publicité apposée à titre accessoire sur mobilier urbain. L'objectif de cette réglementation locale est de tenir compte du patrimoine architectural particulièrement riche présent sur les SPR et les cœurs de villes de Vic-sur-Aisne et Villers-Cotterêts (plusieurs monuments historiques classés ou inscrits). Par ailleurs, la collectivité a tenu compte de la mission remplie par le mobilier urbain, qui est « un ensemble des équipements publics mis au service des usagers de la voie publiques répondant à un besoin des habitants de la commune » et supportant, à titre accessoire, de la publicité.

Bien qu'autorisé, la publicité sur mobilier urbain destinés à recevoir des informations à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques est limitée à 2 m<sup>2</sup> d'affiche, et ne peut s'élever à plus de 3 m de hauteur au sol. Le RLP prévoit également que la publicité ne peut pas être numérique sur le mobilier urbain.

**En ZP2 (agglomérations en dehors de la ZP1 et ZP3),** la collectivité a souhaité mettre en place une réglementation adaptée aux enjeux observés tout en harmonisant les règles applicables sur cet espace. Elle a donc choisi de n'y autoriser que la publicité apposée sur le mobilier urbain et la publicité sur mur ou clôture.

Ainsi, les publicités apposées sur mur ou clôture sont autorisées dans la limite de 4 m<sup>2</sup> encadrement compris et ne peuvent excéder 6 m de hauteur au sol. Ces supports sont également soumis à une règle de densité permettant de simplifier et de renforcer la règle de densité nationale :

- Une seule publicité sur mur ou clôture est autorisée par unité foncière (quel que soit la taille de cette unité foncière).

Cette règle de densité permet d'éviter les phénomènes de doublons observés sur le territoire intercommunal. Par ailleurs, l'harmonisation de la surface des publicités sur mur ou clôture et l'interdiction de la publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol permet de limiter l'effet de seuil entre Villers-Cotterêts et les 53 autres communes de la Communauté de Communes Retz-en-Valois.

Enfin, les publicités apposées sur le mobilier urbain sont autorisées dans les mêmes conditions qu'en ZP1 afin de maintenir des formats limiter de publicité notamment dans les espaces à vocation d'habitat et d'équipements.

**En ZP3 (espaces d'activités de Villers-Cotterêts),** la collectivité a décidé de mettre en place une réglementation plus souple que sur le reste du territoire afin de tenir compte du parc publicitaire actuellement présent. Néanmoins, la ville a interdit :

- La publicité sur toiture ou terrasse en tenant lieu (absente du territoire aujourd'hui).

La publicité apposée sur mur ou clôture est autorisée dans les mêmes conditions de format qu'en ZP2, c'est-à-dire 4 m<sup>2</sup>, encadrement compris et 6 m de hauteur au sol. Elle est également soumise à la même règle de densité qu'en ZP2 :

- Une seule publicité sur mur ou clôture est autorisée par unité foncière (quel que soit la taille de cette unité foncière).



L'objectif de cette règle est d'harmoniser les règles relatives aux publicités apposées sur mur et clôture entre la ZP2 et la ZP3, tout en harmonisant les règles entre les communes de l'intercommunalité.

La publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol est également autorisée dans la limite de 8 m<sup>2</sup> d'affiche, 10,5 m<sup>2</sup> « hors tout » (affiche plus encadrement) et 6 m de hauteur au sol. Elle doit être réalisée avec un support de type mono-pied.

Elle est également soumise à une règle de densité spécifique :

- Une seule publicité est autorisée par unité foncière dès lors que cette unité foncière dispose d'un linéaire d'au moins 20m.
- Une publicité supplémentaire est autorisée par unité foncière dès lors que cette unité foncière dispose d'un linéaire de plus de 80m, dans la limite de 2 publicités par unité foncière.

La publicité numérique y compris sur mobilier urbain est autorisée sur cet espace dans la limite de 4 m<sup>2</sup> (encadrement compris) et 6 m de hauteur au sol.

La publicité sur mobilier urbain destiné à recevoir des informations à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques est autorisée dans la limite de 8 m<sup>2</sup> d'affiche, et ne peut s'élever à plus de 6 m de hauteur au sol. Cette règle permet d'harmoniser les formats des publicités sur mobilier urbain et des publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol.

Enfin, l'ensemble des publicités et préenseignes, sauf celles apposées sur mobilier urbain, est soumise à la plage d'extinction nocturne entre 23 heures et 6 heures afin de réaliser des économies d'énergie et de limiter la pollution lumineuse des différents dispositifs.

La loi Climat et Résilience du 22 août 2021 permet d'encadrer les dispositifs publicitaires lumineux y compris numériques situés à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial. La collectivité a fait le choix de soumettre ces dispositifs à la plage d'extinction nocturne de 23 heures à 6 heures. Cette règle permet de poursuivre les objectifs d'économie d'énergie et de limitation de la pollution lumineuse.

#### **En matière d'enseigne :**

Sur l'ensemble du territoire, la commune a fait le choix d'interdire les enseignes sur :

- les arbres et plantations ;
- les garde-corps de balcon ou balconnet ;
- les toitures ou terrasse en tenant lieu ;
- les auvents ou marquises ;
- les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne

En matière d'enseigne, la collectivité a souhaité mettre en place des règles strictes en ZP1 pour valoriser les Sites Patrimoniaux Remarquables et les centres-anciens de Vic-sur-Aisne et Villers-Cotterêts.

Les enseignes doivent donc respecter les règles suivantes :

- Installation des enseignes parallèles dans les limites du rez-de-chaussée, pour les activités qui ne sont pas exercées exclusivement en étages ;
- Privilégier les enseignes parallèles en lettres ou signes découpés, peintes en façade, avec un panneau de fond transparent ou en fer forgé ;
- Les hauteurs des enseignes parallèles sont limitées : à 0,80m pour le fond d’enseigne, à 0,45m pour le lettrage en majuscule et 0,35m pour le lettrage en minuscule ;
- Les enseignes perpendiculaires au mur sont limitées à une seule par façade d’activité (sauf pour les activités sous licence) ;
- La saillie et la hauteur des enseignes perpendiculaires au mur sont limitées à 0,80 m ;
- Les enseignes perpendiculaires au mur doivent être alignées à l’enseigne parallèle (sauf en cas d’incompatibilité technique ou architecturale).

En ZP1, les enseignes de plus d’1 m<sup>2</sup> scellées au sol ou installées directement sont interdites, sauf si elles signalent une activité située en retrait de la voie publique. Dans ce cas, l’enseigne est limitée à 2m<sup>2</sup> et 3m de hauteur au sol.

En ZP1, les enseignes sur clôture sont limitées à une enseigne par voie bordant l’activité. Leur surface est limitée à 1m<sup>2</sup>.

Les enseignes sur clôture aveugle doivent privilégier une réalisation en lettres ou signes découpés, peints en façade, avec un panneau de fond transparent ou en fer forgé.

En ZP2, ZP3 et hors agglomération, les enseignes parallèles et perpendiculaires sont également soumises à une réglementation spécifique. Cette réglementation est néanmoins plus souple qu’en ZP1 afin de trouver un juste équilibre entre la qualité du cadre de vie et les contraintes sur le commerce local. Les enseignes doivent donc respecter les règles suivantes :

- Installation des enseignes parallèles dans les limites du rez-de-chaussée, pour les activités qui ne sont pas exercées exclusivement en étages ;
- Les enseignes perpendiculaires au mur sont limitées à une seule par façade d’activité (sauf pour les activités sous licence) ;
- La saillie et la hauteur des enseignes perpendiculaires au mur sont limitées à 1 m.

En ZP2, ZP3 et hors agglomération, les enseignes de plus d’1 m<sup>2</sup> scellées au sol ou installées directement sont autorisées dans la limite de 6 m<sup>2</sup> et 6 m de hauteur au sol. Cette règle a pour objectif d’harmoniser les règles applicables à l’agglomération principale (plus de 10 000 habitants) et aux agglomérations secondaires (moins de 10 000 habitants n’appartenant pas à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants). Par ailleurs, cette harmonisation permet également une diminution importante des surfaces des enseignes de ce type, ce qui permettra de valoriser les perspectives paysagères notamment au niveau des entrées de ville. Cette diminution de format, notamment sur Villers-Cotterêts, permet de continuer la réduction de format de ces enseignes, amorcée par le RLP de 2009 qui limitait ces enseignes à 8 m<sup>2</sup> maximum.

Les enseignes de moins d’1 m<sup>2</sup> ou égale à 1m<sup>2</sup>, scellées au sol ou installées directement sur le sol sont autorisées dans la limite de deux par voie bordant l’activité et 2,50m de hauteur au sol.

Par ailleurs, ces supports ne doivent pas entraver la circulation piétonne. Ces règles s'appliquent sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Les enseignes sur clôture sont autorisées sur l'ensemble du territoire intercommunal dans la limite d'une seule par voie bordant l'activité et une surface maximum de 1 m<sup>2</sup> en ZP1 et 2 m<sup>2</sup> sur le reste du territoire. Comme pour les enseignes inférieures ou égales à 1 m<sup>2</sup> scellées au sol ou installées directement sur le sol, l'objectif de cette règle est d'encadrer l'utilisation de ces enseignes qui ne font pas l'objet de règle spécifique dans la réglementation nationale.

Les enseignes numériques font également l'objet d'une réglementation locale dédiée :

- En ZP1, ZP2 et hors agglomération, elles sont autorisées uniquement pour signaler un service d'urgence, une pharmacie ou une station-service ;
- En ZP3, elles sont autorisées dans la limite de 4 m<sup>2</sup> en cohérence avec le format maximum autorisé pour les publicités / préenseignes numériques.

Les enseignes lumineuses (dont numériques) situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique sont soumises à la plage d'extinction nocturne des enseignes.

Ces règles permettent de limiter l'impact de ces supports numériques tout en permettant leur utilisation par les acteurs économiques locaux.

Enfin, les enseignes lumineuses sont soumises à la plage d'extinction nocturne, calquée sur celle qui est applicable à la publicité, entre 23 heures et 6 heures pour harmoniser et préserver le paysage nocturne.

Concernant les enseignes temporaires, elles sont soumises à la même réglementation que les enseignes permanentes. Une exception est mise en place pour les enseignes temporaires de plus de 3 mois scellées au sol ou installées directement sur la sol. Elles sont limitées en surface à 6 m<sup>2</sup> et 6 m de hauteur au sol.

L'ensemble de ces règles a été établi de manière cohérente en fonction des besoins des acteurs économiques et des enjeux de chacune des zones afin de concilier la valorisation du cadre de vie de la commune et les besoins de visibilité des acteurs économiques locaux.

#### d) Concertation

En application des dispositions de l'article L 581-14-1 du Code de l'environnement renvoyant au titre V du livre Ier du Code de l'urbanisme, la concertation avec la population est obligatoire pour ce type de procédure.

En réponse aux dispositions prévues à l'article L103-2 du Code de l'urbanisme, la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal fait l'objet d'une concertation, associant, pendant la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et de défense de l'environnement, ainsi que les autres personnes concernées (professionnels de l'affichage etc).

Tout au long de l'élaboration du projet, une concertation a été conduite.

La délibération de délibération n° 174/20 du Conseil Communautaire en date du 11 décembre 2020 avait fixé les modalités de la concertation comme suit :

- Information dans la presse locale ;
- Diffusion d'éléments d'information sur le contenu et l'avancement des études et de la procédure du PLUi/RLPi sur le site Internet de la CCRV ;
- Diffusion d'information dans le magazine d'information de la CCRV ;
- Organisation de plusieurs réunions publiques tout au long de l'élaboration du PLU et du RLPi à Villers-Cotterêts, Ambleny et Vic-Sur-Aisne ;
- Mise en place d'un registre dématérialisé et d'un registre papier au Pôle Aménagement du Territoire et à l'antenne de la CCRV de Vic-sur-Aisne.

Le bilan de la concertation a été tiré lors de la délibération du 1<sup>er</sup> juillet 2022 du conseil communautaire de la Communauté de Communes Retz-en-Valois. Le bilan de la concertation figure dans ce dossier, sous le paragraphe V.